

poussée par le gouvernement et la société comme monstrueusement absurde, vous prétendez qu'elle existe matériellement réalisée par le protectionisme? vous prétendez qu'un semblable monstre est caché sous les métaphores de la protection? oui, nous le soutenons, il y est et il ne se cache pas; bien mieux, il s'étale, il plait, et tous les regards le caressent :

Il n'est pas de serpent ni de monstre odieux
Qui, par l'art embelli, ne puisse plaire aux yeux.

M. Proudhon, trouvant que le crédit individuel était trop restreint, faisait au capital un crime de se *refuser*. Pour corriger ce caractère revêche, il ordonnait au gouvernement de se transformer en capitaliste et de distribuer à chacun, sous forme de crédit, ce qui lui manquait de cet agent indispensable à la production. La société et la raison, par l'organe un peu aigu de M. Thiers (M. Thiers est pourtant un protectioniste), répondirent à peu près à M. Proudhon que le capital était créé par le travail et l'épargne, et non par le gouvernement, que celui-ci ne pouvait, par conséquent, devenir bailleur de fonds universel, à moins de prendre les capitaux dans les poches de ceux qui les possédaient; qu'en outre, si le capital jugeait à propos de se refuser, c'est qu'il avait, probablement, de bonnes raisons pour agir ainsi, et que du moment où il cesserait de se refuser, personne n'en voudrait, parce qu'il serait déprécié et ne rendrait plus de services.

Mais pendant que la France applaudit ce langage plus raisonnable que généreux, savez-vous ce que font et ce que disent les protectionnistes? le voici. Ils se présentent à l'État, et d'un ton non moins impératif que celui de M. Proudhon, ils disent : « Plusieurs causes nous empêchent de produire à aussi bon marché que nos voisins. L'une des plus sérieuses et des plus générales est la cherté des capitaux en France. Ils nous coutent 6 % d'intérêt, tandis qu'en Angleterre, nos concurrents peuvent s'en procurer à 3 %. Beaucoup d'industries y jouissent même de la *gratuité des capitaux* engagés, puisque ceux-ci ont été amortis par les bénéfices déjà réalisés. Le capital se *refuse* donc en France; là-bas, au contraire, il se *donne*. Or, nous devons jouir des mêmes avantages, le gouvernement a été institué pour rétablir l'égalité. Élevez le prix de nos produits par la prohibition des produits similaires étrangers, et faites payer, de cette manière, par les consommateurs français, la différence, si désavantageuse pour nous, qui existe entre le prix du capital français et celui du capital anglais. Nous aurons ainsi, dans de certaines proportions, la